

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSTITUTIVE DU RÉSEAU AFRICAIN DES RÉGULATEURS EN MARCHÉS PUBLICS



- * LE CONGO ÉLU À LA 2^e VICE-PRÉSIDENTENCE DU RÉSEAU AFRICAIN
- * FORMATIONS ET APPUIS TECHNIQUES
- * OUVERTURE DES PLIS PAR LE COMITÉ DE PRÉPARATION DU CINQUANTENAIRE
- * LA NOUVELLE CHAÎNE DE DÉPENSE PUBLIQUE



SOCIÉTÉ OKONGO MARCEL

SOM



Commerce Général
Bâtiment

Fournitures de Bureau

Matériel de Télécommunication

NOS REALISATIONS



CHANTIER A POINTE-NOIRE



HOTEL DE LA PREFECTURE D'IMPFONDO



CHANTIER A OWANDO



HOTEL DE LA PREFECTURE D'OWANDO



CHANTIER OWANDO FINI DDP

B.P. 2745
142, av. de la Tsiémé
Brazzaville - Congo

Tél. : (242) 282 22 86
282 22 87
282 62 00
E-mail : sombaticom@yahoo.fr

Revue des Marchés PUBLICS

*Editée par la Direction
Générale de l'ARMP*

Directrice de Publication

Annick Patricia MONGO

Editorial :

Annick Patricia MONGO
D.G de l'ARMP

Rédacteur en chef

Jean-Marie KINTEKOTO

Comité de Rédaction :

Annick Patricia MONGO

Bernard OLLOY

Jean-Marie KINTEKOTO

Boris ILOYI IBARA

Lucien ELENGA

Armél IBARA KOUMOU

Franck OKOUO

BETE SIBA Aimé Césaire

Mise en Page & Graphisme

Audrey MOUKONGO
Arnauld NGATSE ANGA

SOMMAIRE

Editorial 5

**Missions de travail de la Direction Générale du Contrôle des
Marchés Publics à Travers le Territoire National 6**

**Dossier : L'assemblée générale constitutive du Réseau
Africain des Régulateurs en marchés publics**

♦ **Assemblée Générale et Forum 8**

♦ **Procès-verbal de l'Assemblée Générale Constitutive 10**

**Le Rôle de la cellule de gestion des Marchés Publics dans
l'exécution des dépenses publiques 15**

Dossier : FORMATIONS ET APPUIS TECHNIQUES

♦ **Formation des CGMP dans la Préparation
des dossiers de soumissions 17**

♦ **Remise du Matériel aux Cellules de Gestion
des Marchés Publics 20**

♦ **Bilan des Formations et Appuis techniques 22**

La Sous-traitance dans les Marchés Publics 26

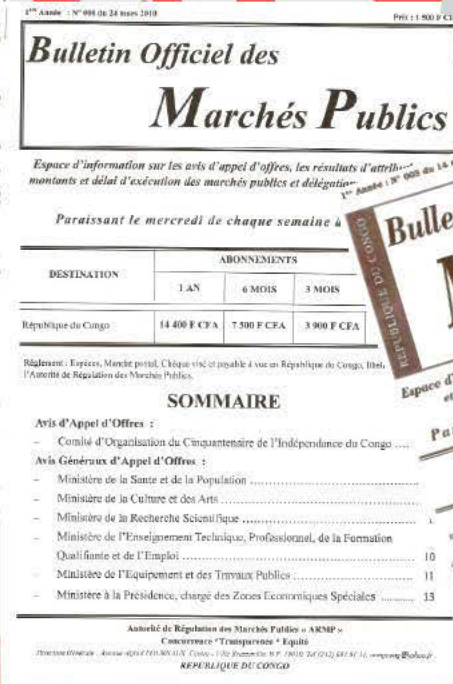
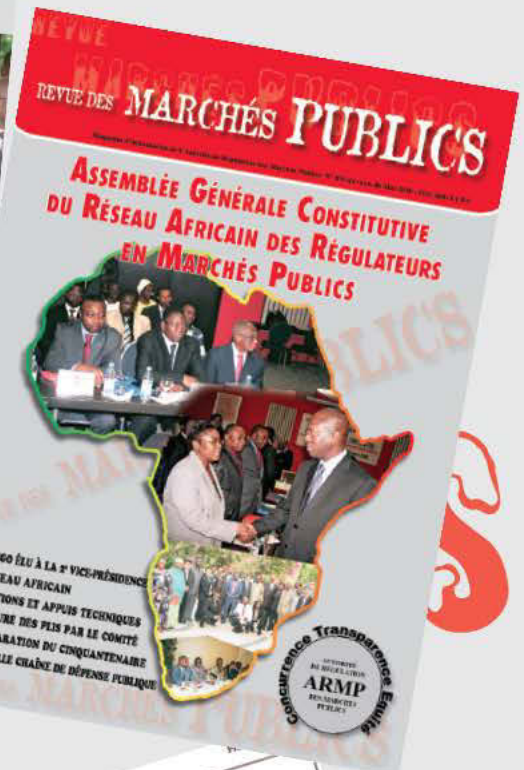
La nouvelle chaîne de la dépense publique 28

**Publicité des actes relatifs à l'attribution d'un Marché Public :
légalité et Bien-Fondé 31**

Bande dessinée sur les marchés publics 34

**Statistiques : Avis Généraux de Passation des Marchés, Avis
d'Appel D'offres 37**

Bulletin d'annonces des Marchés Publics



Editorial

Maître Annick Patricia MONGO
*Directrice Générale de l'Autorité de Régulation
des Marchés Publics ARMP*



MARCHÉS PUBLICS, CAPITALISER L'EXPERIENCE DES AUTRES ooooo

Du 22 au 23 mars 2010, s'est tenue à Dakar l'Assemblée Générale Constitutive du Réseau Africain des Régulateurs en Marchés Publics.

Le Congo y a participé, représentée par la Directrice Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et a été honoré d'être élu à la 2^e Vice-présidence de ce réseau.

Cinq mois après sa mise en place effective, l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), est propulsée au devant de la scène sur le continent. Pourtant, étaient représentées à cette Assemblée Générale, plusieurs ARMP ayant beaucoup plus d'expérience que la nôtre.

C'est un signe qui ne trompe pas et il faut le souhaiter, révélateur des lendemains meilleurs.

D'une part cette élection va permettre une bonne visibilité de l'ARMP Congo dans la mesure où presque tous nos collègues africains qui ont participé à l'Assemblée Générale ne connaissaient pas notre existence. D'autre part cela permettra également, une meilleure visibilité de la bonne gouvernance au Congo, la passation des Marchés étant un indicateur important d'évaluation de la bonne gouvernance d'un pays.

En 2012, le Maroc qui assure la première vice-présidence organisera la deuxième Assemblée Générale du Réseau. Le Congo, doit se préparer à accueillir les Directeurs Généraux des ARMP africaines dans quatre ans.

Cette élection est l'occasion de capitaliser rapidement l'expérience des autres. Déjà, le forum sur la Régulation des Marchés Publics qui a eu lieu le 23 mars 2010 a été une formidable occasion d'échanges d'expériences.

Cela nous a permis de nous rendre compte que les problèmes que nous connaissons, sont les mêmes que ceux que nos collègues ont connus et résolus.

Le bénéfice de l'expérience des autres ARMP va nous permettre de passer à la vitesse supérieure (sans occulter les difficultés inhérentes à la première année d'exercice).

Et pourquoi ne pas être choisi par les bailleurs de fonds comme ARMP pilote, dans notre sous région, à l'image du Sénégal en Afrique de l'Ouest ? Beaucoup de travail et d'ambition peuvent nous permettre d'atteindre cet objectif.

Yes we can !

MISSIONS DE TRAVAIL DE LA DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS A TRAVERS LE TERRITOIRE NATIONAL



Jean Didier ELONGO

DG de la DGCMP

La Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics a organisé une tournée de travail à travers le territoire national au cours des mois de février, mars et avril 2010. L'objectif principal était l'appui des conseils départementaux et des municipalités dans les opérations de passation des marchés selon les nouvelles dispositions du décret n°2009-156 du 20 mai 2009, portant code des marchés publics.

Selon les dispositions du décret sus visé, les Conseils départementaux et municipaux ont été érigés en maîtres d'ouvrage, au même titre que les ministères sectoriels. C'est dans ce sens que la D.G.C.M.P., de part ses attributions relatives au contrôle a priori, a tenu des séances de travail, sous la conduite de son Directeur Général, Jean Didier ELONGO, avec les Conseils départementaux et municipaux.

Les Conseils départementaux et municipaux sont appelés à passer des marchés publics, et donc à dé-

penser des fonds publics mis à leur disposition. Ces Conseils avaient bénéficié d'une allocation financière de 300 millions de francs CFA pour satisfaire leurs besoins de développement. Mais, les modalités d'utilisation de cette enveloppe devaient se conformer à la réglementation en vigueur, notamment en ce qui concerne les marchés publics, aussi bien dans la phase de passation que de l'exécution.

Consciente du fait que, l'essentiel de l'applicabilité des principes relève de l'homme, la DGCMP s'est résolue à rencontrer les Conseils départementaux et les Conseils municipaux pour revisiter toute la chaîne de la passation des marchés selon le nouveau code des marchés. Il était important d'identifier les contraintes vécues par ces structures dans l'application du nouveau code afin de les aider à mieux s'approprier les nouvelles procédures de passation des marchés. A chaque étape de la tournée de travail, le Directeur Général du Contrôle des Marchés Pu-

blics a expliqué les dispositions de la réforme portant code des marchés publics, ainsi que le contenu et l'esprit des différents textes d'application qui doivent dorénavant guider et encadrer toutes les actions dans le domaine des marchés publics. La nouvelle réglementation a été au centre des séances de travail. En effet, Le Directeur Général du Contrôle des Marchés Publics est revenu sur la notion d'appel d'offres qui est la règle de base de passation des marchés publics, alors que l'entente directe ou « gré à gré » est un procédé sous condition, encadrée par des dispositions précises du nouveau code des marchés.

Du côté des opérateurs économiques, il a été notamment rappelé que ces derniers doivent faire montre de probité morale, de fiabilité dans les prestations, et d'expérience. Du point de vue administratif, les dossiers des soumissionnaires doivent être complets. Sur le plan fiscal, aucun soumissionnaire ne peut prétendre à un marché public s'il n'est pas « en odeur de sainteté » avec le fisc.

Le nouveau code des marchés publics vise en définitive à assurer la traçabilité de la dépense publique, qui exige le respect des règles qui garantissent :

(i) l'égalité des chances à travers une compétition appuyée par l'appel à concurrence, sur la base des principes définis clairement ; (ii) la transparence dans les procédures d'attribution des marchés publics ; (iii) l'émergence et la consolidation de l'expérience nationale dans les prestations relatives aux marchés publics instituées au sein de chaque maître d'ouvrage ou maître d'ouvrage délégué.



Cuvette ouest et les Plateaux, aucun maître d'Ouvrage n'a voulu aller vite en besogne en engageant les projets sans être sûr de se conformer aux nouvelles procédures.

La tournée de la DGCMP aura permis de : (i) revisiter le dispositif d'ensemble de la passation des marchés publics, (ii) préciser les nouvelles règles du jeu à appliquer (iii) définir les exigences en direction des soumissionnaires. La réforme des marchés publics semble bien s'insérer dans le dispositif global de la réforme des institutions de la République.

Le mot du Ministère des Finances du Budget et du Portefeuille Public en date du 30 Janvier 2010 trouve ici une résonance particulière : « Notre action se nourrit de la réforme et s'inscrit dans le prolongement de toutes celles engagées depuis cinq ans. Toutes ces bonnes réformes seront poursuivies, approfondies et menées avec détermination à leur terme sans hésitation aucune... ».

Moïse BALONGA,

Directeur de l'Information et de l'Assistance,

Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics.

Les structures départementales et municipales éprouvent des difficultés dans la mise en place des cellules de gestion des marchés publics (CGMP). Les séances de travail ont permis de préciser la configuration globale des CGMP. Ces structures, comme cela apparaît à travers le nouveau code, ont un rôle stratégique à jouer dans la préparation et la passation des marchés publics.

A l'issue de cette tournée, quelques leçons apprises peuvent être précisées :

- d'une manière générale, les structures déconcentrées ont tenu à se conformer aux nouvelles dispositions du code des marchés publics ; elles ont accueilli avec enthousiasme la visite de travail de la DGCMP. Bien que la réforme soit toute récente, il a été noté que les structures engagées dans la dépense publique sont disposées à se conformer aux nouvelles règles du jeu édictées par le nouveau code des marchés.

Dans le Département de la Sangha par exemple, l'abandon du « gré à gré » comme principal mode de passation est effectif. Les six projets retenus, qui doivent être financés par la dotation financière de 300

millions de francs CFA, bien qu'effectués chacun en deçà du seuil d'appel d'offres, ont tous été passés par appel à la concurrence grâce à une cellule de gestion des marchés publics mise en place à l'issue de la campagne de vulgarisation. Des commissions ponctuelles ont été également mises en place pour procéder au dépouillement ainsi qu'à l'évaluation des offres.

Dans les autres Départements, notamment la Cuvette centrale, la



DJAMBALA

Descente de la Direction Générale du Contrôle des Marchés publics DGCMP dans les départements du Congo

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSTITUTIVE DU RÉSEAU AFRICAIN DES RÉGULATEURS EN MARCHÉS PUBLICS ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET FORUM



L'Assemblée Générale Constitutive du Réseau Africain des Régulateurs en Marchés Publics a eu lieu à Dakar du 22 au 23 mars 2010.

Ont participé à cette Assemblée Générale les pays suivants représentés pour ceux qui ont des Autorités de régulation par les Directeurs Généraux, Secrétaires Exécutifs ou leurs mandataires, pour les autres pays alignés sur un autre modèle, le représentant exécutif de l'organe assurant les attributions de Régulation.

Etaient présents :

- le Directeur Général Adjoint de l'ARMP TCHAD, M. Youssouf MAHAMAT YOUSSEUF
- l'Inspecteur Général de l'ARMP CAMEROUN, M. Jean-Marie NGAKATCHA TADOUM
- le Directeur Général de l'ARMP MADAGASCAR, M. RAOELIJAONA Bien-aimé
- Le Secrétaire Exécutif de l'ARMPDS MALI, M. Adama YUCABOU TOURE
- le Secrétaire Permanent de l'ARMP de la RCA M. Dieudonné GUEZA
- Le Vice président de la CNRMP du BENIN, M. Maximilien SOSSOU-GLOH
- Le Directeur Général de l'ARMP du Niger
- Le Secrétaire Général de l'ARMP de la COTE D'IVOIRE, M. COULIBALY YACOUBA Pénagnaba
- Le Secrétaire Permanent de l'ARMP du BURKINA FASO, M. MAMADOU GUIRA
- Le chef de la mission d'expertise des Marchés Publics à la Trésorerie Générale, M. ABDELMJID BOUTAQBOUT du Royaume du MAROC
- Le Directeur Général chargé de l'Observatoire National des Marchés Publics (l'ONMP) de TUNISIE, M. Khaleb JOHMANI
- La Directrice Générale de l'ARMP du CONGO Brazzaville, Mme MONGO Annick Patricia.
- La Directrice Générale de l'ARMP du SENEGAL, M. SAKHO Youssouf.

Certains Responsables ci-dessus étaient accompagnés de leurs Collaborateurs.

- Les partenaires et bailleurs de fonds de l'ARMP Sénégal étaient également présents notamment :
- La Banque Mondiale, L'Union Européenne, l'UEMOA, l'USAID, la BAD, le FMI, le GTZ, Les Ambassades des Etats-Unis, des Pays-Bas, du CANADA, la Coopération technique Belge et L'AFD.
- La cérémonie a commencé par les allocutions suivantes : Allocution du Directeur Général de l'ARMP Sénégal, mot du Président du Conseil de Régulation de l'ARMP, mot du Commissaire de l'UEMOA et l'allocution d'ouverture de monsieur le Premier Ministre du Sénégal.
- Les travaux de l'Assemblée Générale Constitutive du Réseau ont commencé à huis clos par la désignation du Président de séance en la personne du représentant du Bénin M. Maximilien SOSSOU-GLOH, qui était le doyen des participants et d'un Secrétariat de Séance.
- Le Directeur de la Formation de l'ARMP du Sénégal, M. Saer Niang a déroulé un power point sur le statut de l'Association qui a fait l'objet séance tenante de discussions et amendements.
- L'Assemblée Générale s'est poursuivie et a été clôturée dans la soirée avec la mise en place du bureau du Réseau. L'idée d'association (avec toutes les conséquences juridiques qu'elle implique) a été abandonnée, en faveur du Réseau.
- Le lendemain s'est tenu le forum sur la Régulation des Marchés Publics, au cours duquel d'éminentes personnalités ont exposé sur les sujets suivants :
- Mécanismes Régionaux de Régulation des Marchés Publics

Présentation : **ELHADJ ABDOU SAKHO**, Commissaire Chargé des Politiques Economiques et de la Fiscalité à la Commission de l'UEMOA

- Contribution des Partenaires Techniques et Financiers à la Mise en Œuvre des Réformes des Marchés Publics

Présentation : **Eric Yoboue**, Banque Mondiale.

Présentation : **Saer Niang**, Directeur de la Formation et des Appuis Techniques de L'ARMP du Sénégal

- Mécanismes de Fonctionnement des Autorités Administratives Indépendantes : Cas du Niger

Présentation : **Wassalke**, Directeur General De L'ARMP Du Niger

- Le Contrôle a priori : Etape Importante dans la Réforme des Marchés Publics

Présentation : **Mme Maguette Kane Diop**, Directrice Centrale des Marchés Publics.

- Les participants ont félicité le Directeur Général de l'ARMP du Sénégal, pour avoir pris cette initiative ainsi que de la bonne organisation de cette rencontre.

Patricia Annick MONGO



**Le premier Ministre Sénégalais
M. SOULEYMANE NDIENE NDIAYE et la DG de
L'ARMP Congo Maitre Annick Patricia MONGO**



Vue des participants

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSTITUTIVE

Les différentes structures de régulation des marchés publics de l'Afrique se sont réunies en assemblée générale constitutive à Dakar, le 22 mars 2010, dans le but de créer un cadre d'échange et de concertation ayant pour objectif de promouvoir, entre autres, une coopération entre ses différents membres.

L'assemblée générale a désigné Mr Maximilien Soussou Vice-président de la CNRMP du Bénin et doyen d'âge, en qualité de Président de séance et modérateur des travaux, et le Directeur de la Formation et des Appuis Techniques de l'ARMP du Sénégal, Monsieur Saer Niang, en qualité de secrétaire de séance.

Le président de séance a rappelé que l'assemblée générale constitutive est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Dénomination de l'association ;
- Examen des statuts ;
- Election du bureau ;

Choix du pays devant abriter la prochaine assemblée générale.

Le président a ensuite donné la parole au secrétaire de séance, qui a rappelé le processus d'organisation de la rencontre notamment :



Le Premier Ministre Sénégalais lors de son allocution, le DG de l'ARMP Sénégal, le Commissaire de l'UEMOA, M.YOBOUE Banque Mondiale

les projets de textes (statut et règlement intérieur) préparés par l'ARMP du Sénégal et envoyés aux différents participants pour faciliter les discussions à tenir au cours de la réunion,

les aspects organisationnels et les facilités apportées par différents partenaires au développement (la Banque mondiale et l'Union Européenne) qui ont pris en charge l'intégralité des dépenses liées à l'organisation.



Le Premier Ministre Sénégalais saluant les participants

Le secrétaire de séance a ensuite projeté sur support Powerpoint les statuts, article par article, suscitant la réaction des participants.

Un débat s'est instauré entre les membres qui ont convenu d'apporter des précisions sur les grands principes qui gouvernent le cadre de concertation. Les points ci-après ont été retenus :

Le cadre de concertation devra être une structure souple et efficace qui, dans sa phase de démarrage, ne s'inspirera pas du module des associations. Il sera plutôt organisé sous la forme d'un réseau.

La dénomination retenue à l'unanimité des membres est la suivante « Réseau Africain des Régulateurs des Marchés Publics ».

Le réseau n'aura pas une personnalité juridique précise et de ce fait ne pourra pas disposer de comptes bancaires. A cet égard, les membres ne verseront pas de cotisations annuelles ni de frais d'adhésion.

Cependant, les contributions volontaires des membres seront encouragées ainsi que les dons et subventions de partenaires locaux et étrangers.

Les organes du réseau seront constitués d'une Assemblée générale et d'un bureau composé d'un Président, de deux Vice-présidents et de quatre membres représentant les différentes sous zones géographiques de provenance des membres. Les sous zones géographiques retenues sont les suivantes : Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et Australe, Afrique de l'Est et Madagascar.

Les membres actifs sont constitués des organes de régulation des marchés publics. Cependant, il est tenu compte de la particularité du système organisationnel des pays d'Afrique du nord où la notion de régulation n'est explicitement en vigueur que pour accepter l'adhésion de leurs administrations en charge de la gestion et du contrôle des marchés publics.

Pour éviter toute confusion, il est décidé qu'il ne pourra y avoir qu'un membre actif par pays. A l'issue des débats riches entre participants, les délibérations suivantes sont mises aux voix :

1^{ère} délibération

A l'unanimité des personnes présentes et après lecture par le Président de séance des statuts réaménagés et dont copie annexée, l'assemblée générale adopte article par article les statuts du réseau des régulateurs en marchés publics,

2^e délibération

Le président de séance sollicite des candidatures en vue de composer le bureau du réseau des régulateurs en marchés publics. Il rappelle que conformément aux dispositions des statuts, le bureau est composé de 6 membres élus par l'assemblée générale constitutive pour une période de deux ans.

A l'unanimité des membres présents, le Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics du Sénégal, Monsieur Youssouf Sakho a été proposé et élu par acclamation au poste de Président;

Monsieur Abdel MJID BOUTAQBOUT, représentant de la Trésorerie Générale du Maroc est nommé 1^{er} Vice-Président ;

Madame Mme Annick Patricia MONGO, Directrice Générale de l'ARMP du Congo, est élue 2^e Vice-Présidente ;

Quatre autres membres du bureau représentant les différentes sous zones ont été élus et le bureau complet est le suivant :



La DG de l'ARMP Congo élue 2^e vice-présidente du réseau Africain des Régulateurs en Marchés Publics

N°	TITRE	NOM ET PRENOMS	PAYS
1	Président	M. Youssouf SAKHO	Sénégal
2	1er Vice-Président	M. Abdel MJID BOUTAQBOUT	Maroc
3	2ème Vice-Présidente	Mme Annick Patricia MONGO	Congo
4	Point focal - Zone Afrique du Nord	M. Khaled JOHMANI	Tunisie
5	Point focal – Zone Afrique de l’Est et Madagascar	M. Bien-Aimé RAOELIJAONA	Madagascar
6	Point focal – Zone Afrique de l’Ouest	M. Boukari WASSALKE	Niger
7	Point focal – Zone Afrique Centrale et Australe	M. Jean-Jacques NDOUDOUMOU	Cameroun

3^e délibération

En outre l'Assemblée Générale constitutive a adopté la proposition du Maroc d'abriter la prochaine assemblée générale qui aura lieu dans deux ans.

4^e délibération

L'Assemblée Générale félicite le bureau élu et l'encourage à établir un plan d'actions portant sur les différents objectifs du réseau, notamment les échanges d'expérience, la formation du personnel, l'organisation de forum et conférences sur des problématiques liés aux activités des marchés publics. Le plan d'action établi devra être transmis par mail à tous les membres.

5^e délibération

L'Assemblée Générale a tenu à exprimer ses vifs remerciements aux plus hautes autorités Sénégalaises pour leur engagement et leur détermination à soutenir et à encourager les organes de régulation à accomplir correctement leurs missions dans les meilleures conditions. Attentive au bilan présenté par le

Premier Ministre du Sénégal dans son allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie d'ouverture, l'assemblée Générale a tenu à féliciter Monsieur le Président de la République, Son Excellence Maître Abdoulaye Wade, pour les résultats significatifs et encourageants notés dans la gestion des marchés publics du Sénégal et qui témoignent de sa politique de bonne gouvernance.

L'assemblée générale a aussi apprécié vivement la présence de Mr El

Hadji Abdou SAKHO, Commissaire en charge des politiques économiques et financières de l'UEMOA et a ordonné d'adresser une motion de remerciement à l'institution.

L'assemblée a, enfin demandé que des remerciements soient aussi adressés aux autorités de l'ARMP et de la DCMP du Sénégal pour la bonne organisation des travaux.

Fait à Dakar le 22 mars 2010



Photo de Famille des Régulateurs Africains en Marchés Publics



Le Représentant de l'UEMOA et le Représentant de la Banque Mondiale



Vue des bailleurs de fonds présents



Vue des participants



Vue des participants



De gauche à droite, les représentants du Cameroun, du Burkina et du Benin



Le 1^{er} Ministre Sénégalais saluant le DG ARMP du Burkina



Le 1^{er} Ministre Sénégalais face à la presse



Vue des participants



Le 1^{er} Ministre Sénégalais saluant la DG ARMP du Congo



Vue de la tribune



Le 1^{er} Ministre Sénégalais saluant le DG ARMP du Benin

LE RÔLE DE LA CELLULE DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS DANS L'EXÉCUTION DES DÉPENSES PUBLIQUES

Cet article est un extrait de la présentation faite lors du séminaire organisé par le Ministère des Finances du Budget et du Portefeuille du 1^{er} au 2 avril 2010,

Dans le cadre de la réforme générale du système de passation des marchés publics en République du Congo, la revue analytique du système de passation des marchés publics avait permis de déceler les faiblesses du système qu'il fallait impérativement corriger. C'est l'objet de la réforme. La création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, ainsi que l'érection des établissements publics au rang de maître d'ouvrage au même titre que les Ministères, font partie des innovations apportées par le nouveau système de passation des marchés publics.

La passation des marchés au sein de ces institutions se fera désormais par les Cellules de Gestion des Marchés Publics (C.G.M.P). Ces cellules sont des institutions nouvelles destinées à assurer la « décentralisation » de la gestion des marchés publics.

Plus de 90% des dépenses inscrites au budget d'investissement font appel aux procédures de passation des marchés, préalablement à leur exécution. Le positionnement de la Cellule de gestion des marchés publics en tant que seul organe habilité à passer les marchés publics lui confère indéniablement un rôle prépondérant dans le processus d'exécution des dépenses publiques.

ORGANISATION DE LA CELLULE DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS

La Cellule de gestion des marchés publics (CGMP) est prévue par Code des marchés publics dans son titre I. C'est le Décret 2009-161 du 20 mai 2009 portant organisation et fonctionnement de la Cellule de gestion des marchés publics qui institue véritablement la CGMP.

La CGMP est instituée auprès des maîtres d'ouvrage qui sont :

L'Etat : les Ministères, les institutions de la République, les établissements publics ;

Les Collectivités locales et leurs Etablissement publics ;

Les Entreprises publiques et les sociétés à participation majoritaire de l'Etat ;

Les autres organismes créés par l'Etat ou les Collectivités locales pour satisfaire les besoins d'intérêt général dont les activités sont financées ou garanties par l'Etat.

La CGMP est dirigée par la Personne responsable des marchés publics



Bernard OLLOY

Directeur de la formation et des appuis techniques

Elle est organisée comme suit :

Un secrétariat permanent ;

Une commission de passation des marchés ;

Une sous-commission d'analyse des offres.

MISSIONS DE LA CELLULE DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS.

Dans le processus de gestion de la dépense publique, trois moments sont à distinguer :

La sélection des projets en vue de la réalisation des objectifs fixés ainsi que l'identification des moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs ;

Le choix des prestataires et de la stratégie la plus efficiente pour l'exécution des projets sélectionnés ;

Le suivi et le contrôle de l'exécution aux fins de s'assurer que les moyens et les stratégies utilisés par le prestataire concordent bien avec les attentes et les objectifs.

La mission de la CGMP dans l'exécution des dépenses publiques couvre bien ces trois moments.

SÉLECTION ET PLANIFICATION DES PROJETS

L'objectif de la sélection et de la planification est de s'assurer du choix judicieux des projets qui concourent aux objectifs de développement précis, fixés par le maître d'ouvrage. A ce stade la Cellule de gestion intervient à trois niveaux.

La sélection des projets.

En accord avec les Directeurs des études et de la planification ainsi que de la Cellule CDMT, la CGMP participe à la sélection des projets à inscrire au budget annuel du maître d'ouvrage, notamment en ce qui concerne les acquisitions des biens, la réalisation des travaux et les prestations de services.

La planification des projets

A l'issue de la phase de sélection et d'inscription des projets au budget, la CGMP a l'obligation d'établir un plan annuel de passation des marchés, répertoriant tous les projets retenus au budget. Ce plan de passation des marchés programme pour chaque projet, le calendrier fixant les grandes dates de leur exécution. Le Plan de passation des marchés est transmis aux ministères intervenant dans la chaîne de la dépense publique pour information.

Le contrôle de l'existence des crédits.

Au moment de la planification des différents marchés, la CGMP doit s'assurer de la réservation des crédits et des fonds destinés à financer les marchés publics envisagés auprès du ministère intervenant dans la chaîne de la dépense publique. Cette opération se fait en accord et avec la participation de la Cellule Cadre Des Dépenses à Moyen Terme (CDMT). Un marché ne peut être programmé si les crédits destinés à son financement ne sont pas disponibles.

CHOIX DES PRESTATAIRES ET DU MODE OPÉRATOIRE

L'objectif ici est de s'assurer de la qualité et de la disponibilité des prestataires qui prendront en charge la réalisation des prestations. Le but ici est d'obtenir à moindre coût, des prestations de qualité. A cet égard, la Cellule de Gestion des Marchés Publics intervient dans toute la chaîne de la passation des marchés inscrits au budget du maître d'ouvrage. Il s'agit notamment :

- de la préparation des dossiers de sélection des prestataires (dossiers d'appel d'offres et demandes de propositions) de l'ouverture et de l'évaluation des soumissions ;
- de l'attribution des marchés ;
- de la Préparation des dossiers de marchés (contrats).

CONTRÔLE ET SUIVI DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.

L'objectif de ce contrôle est de s'assurer du respect par les prestataires, du calendrier prévisionnel d'exécution, ainsi que des prescriptions techniques et des échéanciers de paiement. Dans ce dispositif de contrôle, la Cellule assure deux missions essentielles : l'organisation du dispositif et l'exercice effectif du contrôle.

Organisation.

Dans sa mission d'organisation, la cellule de gestion des marchés publics met en place les procédures et les outils techniques d'exercice du contrôle.

Tout d'abord, la Cellule est chargée d'élaborer l'ensemble des mécanismes d'enregistrement des procédures de pas-

sation et d'exécution des marchés publics ; quelles soient administratives, techniques ou financières, et d'assurer l'archivage des données par des méthodes modernes et efficaces.

Ensuite, la Cellule de gestion des marchés publics reçoit de l'Autorité de régulation des marchés publics, les outils standard de gestion, les manuels de procédure, les logiciels informatiques, les références du site Internet lui permettant de disposer en temps réel des instruments nécessaires à l'exécution de cette mission de contrôle.

Exercice du contrôle

Le contrôle exercé par la Cellule de gestion des marchés publics sur l'exécution des marchés publics a une étendue très vaste. Il s'agit en fait des opérations de contrôle suivantes :

vérifications périodiques et inopinées des chantiers et des matériels en cours de fabrication,

suiti de l'exécution du marché sur la base de la planification de l'opération et des délais contractuels,

vérification de la qualité des prestations et de leur conformité aux spécifications techniques et cahier de charges,

suiti de l'exécution financière des marchés et formulation des avis sur la pertinence des travaux supplémentaires demandés ainsi que sur l'application des pénalités de retard prévues par les contrats,

Contrôle de l'existence des garanties dont la mise en place est prévue par la réglementation en vigueur.

La Cellule de Gestion des marchés publics demeure, au regard de sa composition et de ses missions, l'organe principal d'exécution de la dépense publique dans toutes ses phases.

Cependant, il convient de signaler qu'il ne lui est pas dédié le rôle de paiement de la dépense lequel est dévolu aux Administrateurs et aux Gestionnaires de crédits.

Cette mission implique beaucoup d'exigence pour la Cellule de gestion des marchés publics.

D'abord en termes de ressources humaines lesquelles doivent être, par leur compétence, à la hauteur de la mission ; ensuite les Personnes responsables des marchés publics sont appelées à mettre les membres des cellules dans les conditions matérielles de travail adéquates en rapport avec l'importance de leur mission.

De cela, découlera l'efficacité de la CGMP pour l'exercice de sa mission.

FORMATION DES CGMP DANS LA PRÉPARATION DES DOSSIERS DE SOUMISSIONS

A la suite de l'entrée en vigueur du Budget de l'Etat exercice 2010, et du fait que les choses semblaient ne pas bouger du côté des maîtres d'ouvrage, la Direction de la Formation et des appuis a organisé des appuis Techniques qui comprenaient trois phases.

Première phase :

mise aux normes de la Cellule de gestion des marchés publics, remise des dossiers types et préparation du plan de passation des marchés ;

Deuxième phase :

élaboration des dossiers de soumission

Troisième phase :

la réception, l'ouverture des plis et l'évaluation des offres.

L'objectif de ses appuis techniques est de permettre aux CGMP de maîtriser toute la chaîne de la procédure de passation des marchés, allant de la préparation des plans de passation des marchés à l'évaluation des offres.

RÉSULTATS PROVISOIRES DE LA PREMIÈRE PHASE.

La première phase tire à sa fin, reste quelques entreprises d'Etat, Etablissements publics ainsi que quelques collectivités locales et autres institutions de la République à couvrir.

Le bilan tiré de cette première phase donne des résultats très satisfaisant. À la suite des descentes auprès de 34 institutions, 32 ont déjà mis en place leurs Cellules de gestion des marchés publics et, 27 plans de passation des marchés ont été déjà préparés dont 17 sont validés ou en cours de validation. (Voir article sur le bilan des formations et appuis techniques).

Suite aux résultats satisfaisants de la Première phase, la Direction de la formation de l'ARMP a entrepris d'assurer la formation des institutions dont les plans de passation des marchés ont été élaborés.

Cette seconde phase de la formation porte essentiellement sur l'élaboration des dossiers de soumission, dossiers d'appel d'offres pour les marchés de travaux, fournitures et services courants, et dossiers de demande de propositions, pour les prestations intellectuelles.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTENDUS

L'objectif poursuivi est double. Il s'agit d'abord de faire maîtriser par les participants le processus d'élaboration des dossiers de soumission, notamment, les dossiers d'appel d'offres et les dossiers de demande de propositions.

Ensuite permettre la mise en exécution de la programmation des marchés inscrits aux différents plans de passation de marchés élaborés.

A terme, c'est-à-dire dans les dix jours qui suivent la formation, chaque Cellule de gestion des marchés publics formée est tenue d'élaborer les dossiers d'appel d'offres et de demande de propositions relatifs aux marchés inscrits à son plan de passation des marchés et, de faire parvenir les avis d'appel d'offre à l'ARMP pour publication.

C'est en cela que sera mesuré l'impact de cette formation.



Cellule de Gestion des Marchés Publics du Ministère de la Défense Nationale en pleine formation à l'ARMP



**Cellule de gestion des marchés publics du Ministère de l'Enseignement Supérieur
en pleine formation à l'ARMP**

Le thème principal – Elaboration des dossiers des soumissions (Dossiers d'Appel d'Offres DAO et Demande de Propositions D.P) est subdivisé en deux sous thème :

Présentation des dossiers types

Ce sous thème dont les objectifs sont de permettre aux participants de définir les documents constitutifs du DAO et de la DP et de décrire le rôle de chaque membre de la CGMP dans la préparation des DAO/DP, s'articule autour des points suivants :

- L'avis d'appel d'offres /Avis à manifestation d'intérêt ;
- Les instructions aux candidats (IS) ;
- Les données particulières d'appel d'offres (DPAO) ;
- Cahiers des clauses techniques et Plans ;
- Prescriptions techniques ;Termes de références ;
- Les cahiers des clauses administratives générales (CCAG);
- Les cahiers des clauses administratives particulières (CCAP).

Méthodologie d'élaboration des dossiers de soumissions

Ce sous-thème a pour objectif de permettre aux Cellules de gestion de marchés publics participant à la formation, d'élaborer un dossier de soumission (DAO et DP) et de préparer un avis d'appel d'offres. Un exercice pratique donné aux participants illustre le déroulement de ce sous-thème.

DÉROULEMENT DES SÉANCES

Les séances se déroulent sur une journée dans la salle de formation située dans les locaux du siège de la Direction générale de l'ARMP. Les Cellules de gestion des marchés publics sont programmées par groupes de deux, au cours d'une même séance de formation, chaque jour. Ce mélange présente l'avantage de permettre des échanges d'expérience et le partage d'information entre les cellules.

A ce jour, les Cellules des institutions suivantes ont été formées :



**M. MBOSSA André, formateur à l'ARMP
en pleine session d'animation
de l'une des séances de formation**

Ministère de la Culture et des Arts
Ministère de l'Enseignement Technique
Ministère de la Recherche Scientifique
Ministère des Hydrocarbures
Ministère des Mines et de la Géologie
Ministère de l'Enseignement Supérieur
Ministère du Commerce et des Approvisionnements
Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public
Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat
Ministère à la Présidence chargé de la Défense Nationale
Ministère des Postes et Télécommunications et des Nouvelles Technologies de la Communication
Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture
Ministère des Affaires Foncières et du Domaine Public
Ministère Délégué à la Marine Marchande
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat
Ministère des Sports et de l'Education Sportive
Ministère du Développement Industriel et de la Promotion du Secteur Privé
Ministère des Affaires Sociales de l'Action Humanitaire et de la Solidarité
Ministère à la Présidence chargé des zones Economiques
Ministère de l'Education Civique et de la Jeunesse
Ministère Délégué à l'Aménagement du Territoire
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement

La Formation est assurée par le Directeur de la Formation, l'Assistant technique auprès de l'ARMP, M. Stanys BUJAKERA et M. André MBOSSA, Responsable de la Cellule de gestion des marchés publics de la Délégation générale des grands travaux. Dans la mise en œuvre de ce programme qui durera quatre semaines, il est prévu le passage à tour de rôle des formateurs de l'ARMP, formés

il y a peu à Dakar au Sénégal, aux fins de les homologuer pour la formation.

A la suite de cette formation dont l'ARMP s'attend à des résultats positifs comme pour la première phase, une troisième phase portant sur la réception, l'ouverture et l'évaluation des offres sera organisée à l'intention des Cellules qui auront élaboré et publié leur dossiers d'appel d'offres.

APPUIS TECHNIQUES

REMISE DE MATÉRIELS AUX CELLULES DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS



Le responsable administratif et financier ainsi que l'équipe de la direction de la formation et des appuis techniques de l'ARMP supervisant la remise du matériel

Dans le cadre de l'appui à la réforme du système des marchés publics au Congo, la Banque mondiale a mis à la disposition des acteurs intervenant dans le processus de gestion des marchés publics, par l'entremise de l'ARMP, un lot de matériel et mobilier de bureau. Il s'agit des institutions suivantes : L'autorité de régulation des marchés publics, la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics, et les Cellules de Gestion des Marchés publics.

L'ARMP, organe régulateur du système des marchés publics au Congo a la lourde mission d'assurer la mise à disposition de ce matériel auprès des institutions bénéficiaires et d'en assurer le suivi de l'utilisation.

En mars 2010, a eu lieu à la Direction générale de l'ARMP, la remise du matériel à cinq Cellules de gestion des marchés publics. Cette remise

entre dans le cadre des appuis techniques que l'ARMP assure auprès des CGMP. L'activité a été supervisée par l'équipe du Service administratif et financier de l'ARMP et la direction de la formation. La dotation faite aux Cellules de gestion des marchés publics répond à l'objectif principal d'améliorer les conditions de travail des membres de celles-ci. Vu le rôle essentiel de la Cellule de gestion des marchés publics dans le processus de préparation, de passation et de suivi de l'exécution des marchés publics, il va sans dire que celle-ci doit disposer d'un cadre de travail adapté, d'un mobilier adéquat et des moyens informatiques nécessaires à faciliter la réalisation de ses missions.

Au final, l'amélioration des conditions de travail des CGMP doit conduire à l'amélioration du processus de gestion des marchés publics des maîtres d'ouvrage et maîtres d'ouvrage délégué.

Cinq Ministères étaient concernés par cette remise.

Il s'agit notamment des ministères suivants :

Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ;
Ministère des Equipements et des Travaux Publics ;
Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique ;
Ministère de la Santé et de la Population ;
Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, chargé de l'Alphabétisation.

Le choix porté sur ces Ministères découle d'un accord avec la Banque Mondiale en vertu duquel les ministères suscités, absorbent la plupart du Budget d'investissement de l'Etat.

Ils serviront de « Cobaye » pour permettre l'évaluation à terme, de la mise en œuvre du système de passation des marchés au Congo.

Les équipements remis sont constitués d'une part d'un lot de cartons de rames de papier format A4 et d'autre part du mobilier de bureau dont chaque lot est constitué de :

1 bureau Directeur ;
1 fauteuil de directeur ;
2 fauteuils de réception pour bureau directeur ;
1 armoire de rangement vitrée.

La remise s'est faite contre signature d'un procès-verbal de remise du matériel signé d'une part par le responsable du service administratif et financier de l'ARMP et d'autre part par le Responsable de la Cellule ou son représentant.

A ce lot il faut compter les équipements informatiques, actuellement en cours d'acquisition par le biais du Programme de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRCTG).

Pour les Cellules des autres Ministères et institutions, un plan de sensibilisation des Personnes Responsables des Marchés Publics est prévu afin de les amener, à inscrire au prochain budget, tous les appuis matériels et financiers, en renforcement des capacités des CGMP.



Vue d'une partie du lot de matériel remis aux Cellules de gestion des marchés publics

Bilan des appuis techniques apportés aux Cellules de gestion des marchés publics.

Par la Direction de la formation et des appuis techniques

Depuis le début des activités de l'ARMP en novembre 2009, des activités de formation, de vulgarisation et d'appuis techniques sur le nouveau système de passation des marchés publics ont été entreprises.

Ces formations concernent d'une part, celles initiées avec la Banque mondiale au travers du PRCTG avant la mise en place de l'Autorité de régulation des marchés publics et dont celle-ci n'a fait que superviser le processus et, d'autre part, celles préparées et mises en œuvre par l'ARMP. Il s'agit de ses dernières activités dont il convient de faire le bilan.

L'ARMP a initié deux séries de formations. Celle concernant les Cellules de gestion des Ministères pilotes ainsi que les Grandes entreprises et Etablissements publics de Pointe-Noire, et celle à l'intention des autres ministères et institutions.

FORMATION DES CELLULES DES MINISTÈRES PILOTES ET DES GRANDES ENTREPRISES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS.

Onze institutions ont bénéficié de cette formation axée sur trois thèmes à savoir : la préparation du Dossier d'appel d'offres ; l'ouverture et l'évaluation des offres ; l'élaboration du plan de passation des marchés.

La répartition des participants à cette formation est la suivante : six ministères ; trois entreprises et établissements publics et deux collectivités locales.

Ministères pilotes

Santé et Population ;
Agriculture et Elevage ;
Energie et Hydraulique ;
Enseignement primaire et secondaire chargé de l'alphabétisation ;
Equipement et Travaux Publics ;
Délégation générale des grands travaux.

Entreprises et Etablissements publics.

Chemin de Fer Congo Océan (CFCO) ;

Port Autonome de Pointe-Noire ;
Conseil Congolais des chargeurs.

Collectivités locales

Conseil municipal et départemental de Pointe-Noire ;
Conseil départemental du Kouilou

L'objectif et les résultats attendus sont que, au terme de la formation, les institutions concernées soient en mesure de recomposer ou créer leurs Cellules de gestion des marchés publics selon le modèle de l'ARMP ; d'élaborer leurs plans annuels de passation des marchés et de publier les premiers dossiers d'appel d'offres.

Bilan de la formation.

Trois mois après la mise en œuvre de cette formation, l'évaluation de celle-ci donne des résultats satisfaisants, notamment un taux moyen d'atteinte des objectifs de 49%.

Sur 11 institutions appuyées :

8 ont créé leur Cellule de gestion des marchés publics, soit un taux de réalisation de 73% ;

6 ont élaboré leur plan de passation des marchés, soit un taux de réalisation de 55% ;

2 ont publié à ce jour des dossiers d'appel d'offre, soit un taux de 18%

Le taux moyen de réalisation est de 49%, ce qui est très proche de la moyenne pour cet échantillon.

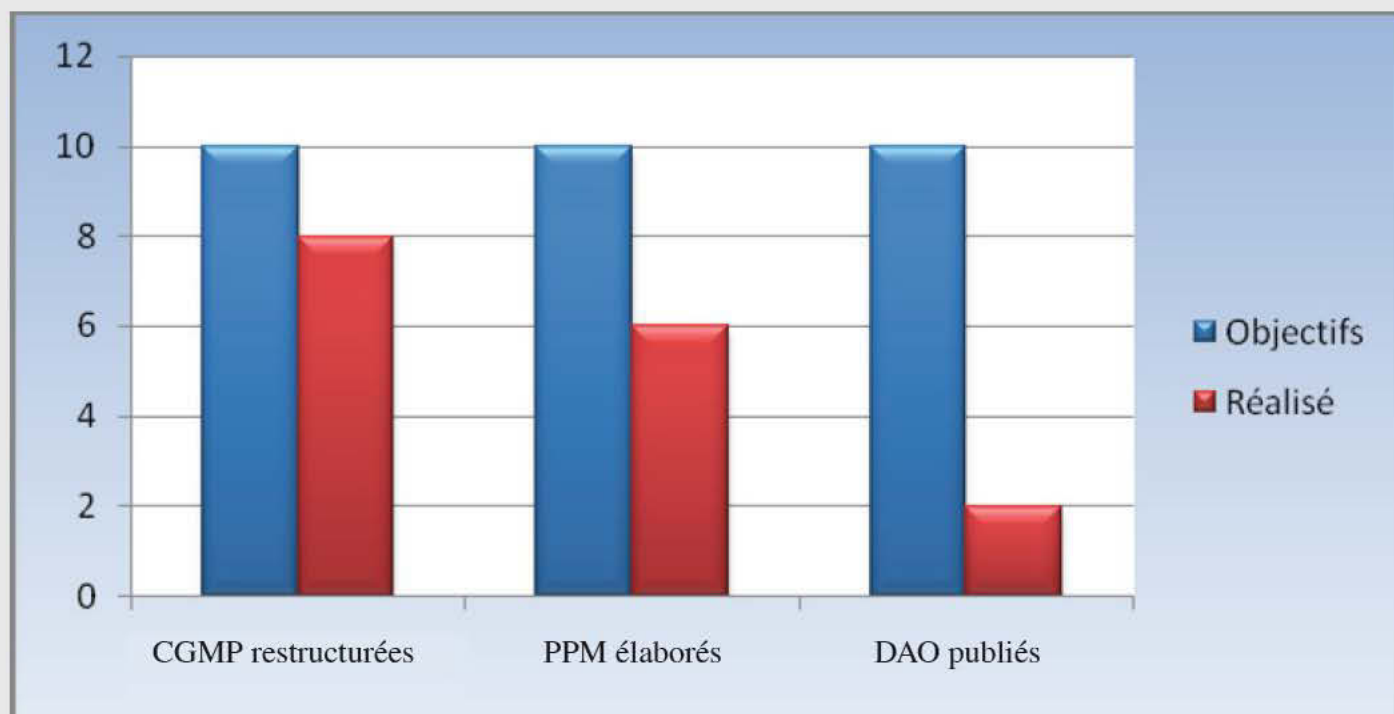
Tableau I :

Evaluation de la formation des 11 premières institutions



(*) : Cellule de gestion des marchés publics.
(**) : Plan de passation des marchés

Graphique I : Evaluation de la formation des I I premières institutions



Ce taux de réalisation bien qu'appréciable, aurait pu être bien plus élevé, si le paramètre «DAO publié » n'avait pas constitué un bémol aux autres tendances avec un taux de réalisation de 18% seulement.

FORMATIONS ET APPUIS TECHNIQUES À L'INTENTION DES AUTRES MINISTÈRES

Suite à la formation des Ministères pilotes et pour ne pas laisser les autres Ministères et institutions au bord de la route, l'ARMP a organisé des missions de descente auprès de 32 ministères et 2 Etablissements et entreprises publics. Ces missions conduites sous la forme de formation et d'appuis techniques avaient pour objectifs au final de permettre à ses institutions de :

- Mettre en place leurs Cellules de gestion des marchés publics selon le modèle de l'ARMP et faire publier leur avis général de passation des marchés auprès de l'ARMP ;

Elaborer leur plan général de passation des marchés ;
Faire approuver par la DGCMP et publier leur plan

de passation des marchés auprès de l'ARMP.
Bilan des formations et appuis techniques.

Un mois après la fin de la première phase de descentes pour formation et appuis techniques, l'évaluation des objectifs atteints donne les résultats très satisfaisants au regard des résultats attendus.

Le taux moyen d'atteinte des objectifs est de 70%. L'analyse détaillée des résultats donne l'information ci-dessous.

Création des Cellules de gestion des marchés publics. Sur 34 institutions instruites sur le modèle de composition de la Cellule de gestion des marchés publics, 32 ont créé la leur et transmis les notes de service y relatif à l'ARMP. Deux ministères ne l'ont pas encore fait ;

il s'agit :

du Ministère de la justice et des droits humains,
du Ministère de l'intérieur et de la décentralisation.
L'évaluation de cette sous activité donne un taux de réalisation de 94%.

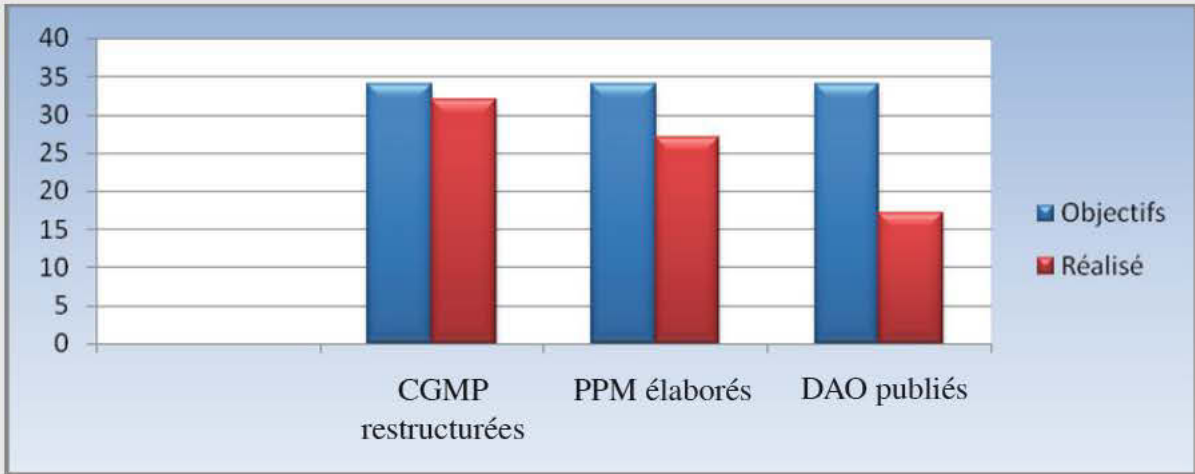
Elaboration du Plan de passation des marchés

A la suite de l'appui donné dans la technique d'élaboration du plan de passation des marchés, sur les 34 Cellules de gestion des marchés publics appuyées, 27 ont préparé leur plan de passation des marchés parmi lesquels, 15 plans ont été validés et fait l'objet de publication dans le bulletin hebdomadaire de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

Tableau 2 : Evaluation de la formation/appuis techniques auprès de 34 institutions

Graphique 2 : Evaluation de la formation/appuis techniques auprès de 34 institutions

Institutions	Unité de mesure	Objectif	Réalisé	Taux	CGM restructurées	CG MP	34	32	94%
PPM élaboré	PPM	34	27	79%					
DAO validés	CGMP	34	15	44%					
Moyenne		34	25	72%					



Ministères n'ayant pas encore élaboré leur plan de passation des marchés

Les cellules de gestion des marchés publics de 7 Ministères qui n'ont pas encore établi leur plan de passation des marchés à ce jour, sont notamment :

- du Ministère de l'Economie, du Plan, de l'Aménagement du Territoire et de l'intégration ;
- du Ministère de la Justice et des Droits Humains ;
- du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale ;
- du Ministère des Finances, du Budget et du portefeuille public ;
- du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération ;
- du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation ;
- du Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique.

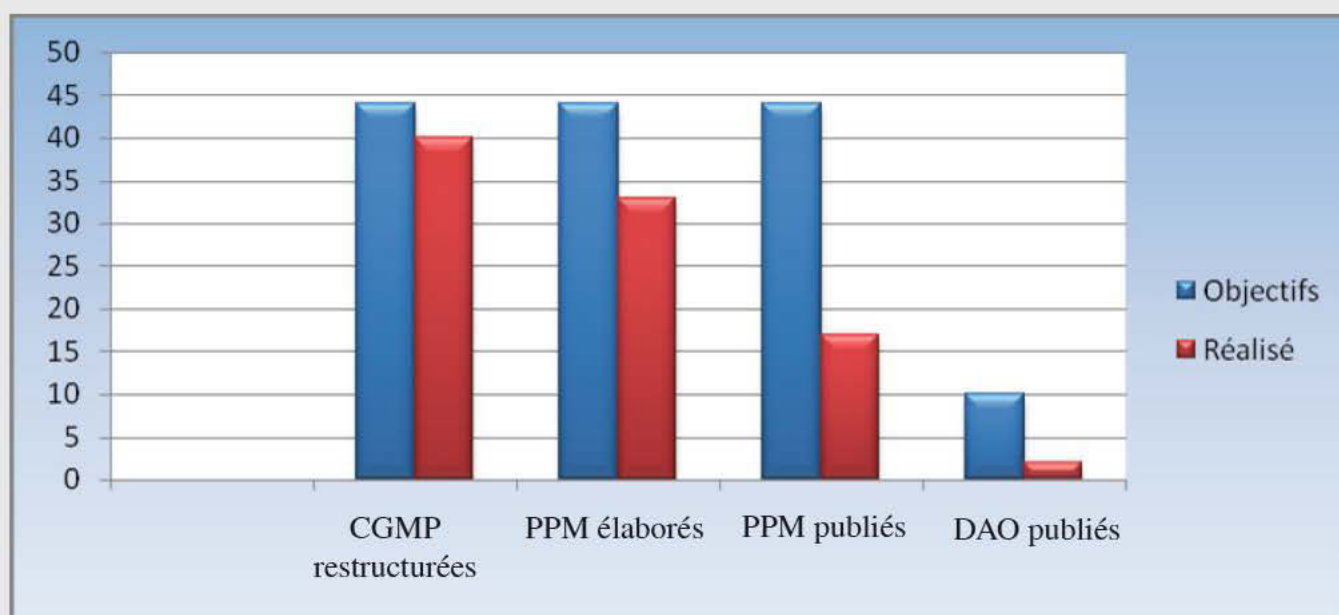
SYNTHESE

Malgré les quelques manquements constatés, le bilan global des deux formations et appuis techniques est satisfaisant, d'autant plus que le taux moyen d'atteinte des objectifs est de 55%. Pour un système qui est mise en œuvre depuis à peine trois mois, au regard des résultats préliminaires obtenus, on peut sans modestie affirmer que le nouveau système des marchés publics au Congo est sur la bonne voie.

Tableau 3 : Synthèse de l'évaluation des formations et des appuis techniques.

Institutions	Unité de mesure	Objectifs	Réalisé	Taux	CGM restructurées	CGMP	45	40	89%
PPM élaboré	PPM	45	33	73%					
PPM Publiés	PPM	45	17	38%					
DAO publié	CGMP	11	2	18%					
Moyenne		37	22	55%					

Graphique 3 : Synthèse de l'évaluation des formations et des appuis techniques.



République du Congo

Unité Travail Progrès



PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS

DIRECTION GÉNÉRALE

CONCURRENCE - TRANSPARENCE - ÉQUITÉ

ADRESSE : Avenue ALFRED FOURNAUX CENTRE-VILLE / BRAZZAVILLE

TÉL. : 00242- 681-51-11

B.P. : 19010

E-mail : armpcongo@yahoo.fr

LA SOUS-TRAITANCE DANS LES MARCHES PUBLICS

Bien que n'étant pas définie par le code des marchés publics, la notion de sous-traitance peut être conçue comme l'opération par laquelle un entrepreneur confie à une tierce personne appelée sous-traitant et sous sa responsabilité une partie de l'exécution du marché conclu avec le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué.

Prévue à l'article 118 du nouveau code des marchés publics, la sous-traitance qui est une pratique fort ancienne et qui n'a cessé de prendre de l'importance dans les marchés publics est une dérogation au principe selon lequel le titulaire d'un marché doit en assurer personnellement l'exécution. Selon l'esprit du nouveau code, elle ne concerne que les marchés de travaux et services.

Cette remarquable exception résulte du fait que beaucoup d'entrepreneurs n'ont pas de moyens financiers et techniques propres leur permettant d'assurer eux-mêmes et sans retard l'entière exécution des marchés qu'ils concluent.

Si la sous-traitance ne concerne qu'une tierce personne, la co-traitance prévue à l'article 119 du même code quant à elle, est une modalité permettant à plusieurs entrepreneurs, fournisseurs et prestataires de services de présenter leur candidature ou leur offre sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. Dans la co-traitance, l'un des prestataires membres du groupement, désigné par acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage ou du maître d'ouvrage délégué.

L'analyse exégétique du décret n°2009-156 portant Code des marchés publics (article 118) permet d'affirmer que la sous-traitance dans le système congolais des marchés publics est encadrée par un certain nombre de conditions. En effet, la liberté pour l'entrepreneur principal ou prestataire de sous-traiter ce à quoi il n'est pas apte est limitée par l'obligation de demander au maître d'ouvrage ou au maître d'ouvrage délégué l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions prévues pour son paiement.

De même, la possibilité de recourir à la sous-traitance doit être prévue dans le dossier d'appel d'offres. En vue de fournir cette information, le titulaire remet contre récépissé au maître d'ouvrage ou au maître d'ouvrage délégué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration mentionnant :

le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
la nature et le montant des prestations dont la sous-traitance est prévue.

Au titre de ces mêmes conditions, le titulaire du marché doit communiquer le contrat de sous-traitance et éventuellement les avenants y relatifs au maître d'ouvrage ou au maître d'ouvrage délégué lorsque celui-ci en fait la demande.

Bien plus, la sous-traitance de plus de trente pour cent (30%) de la valeur globale d'un marché est strictement interdite, sauf dans le cas d'un marché d'une collectivité locale ou l'un de ses établissements publics dont l'entrepreneur étranger aura prévu de sous-traiter une entreprise nationale.

Aussi, faut-il préciser que le terme, entreprise nationale, s'entend de toute entreprise ou société ayant son siège social au Congo.

Par conséquent, le dossier du sous-traitant ne remplissant pas les conditions susmentionnées sera rejeté.

Par ailleurs, notons que juridiquement, la décision d'acceptation ou d'agrément du maître d'ouvrage ou du maître d'ouvrage délégué pourrait, bien entendu être censurée par voie de recours pour excès de pouvoir si elle est entachée d'erreur de fait, d'erreur de droit, de détournement de pouvoir ou de vice de motifs.

En cas d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement, le sous-traitant a droit à ce qu'il soit payé pour ses travaux par le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué (article 133).

Comme nous pouvons le comprendre, le droit au paiement direct fondé sur l'article précité met sans nul doute le sous-traitant à l'abri d'éventuelles défaillances de l'entrepreneur principal.

Par contre, si l'entrepreneur principal n'a pas saisi le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué de sa demande d'acceptation ou d'agrément, le sous-traitant ne peut avoir droit au paiement direct puisqu'il n'y a pas eu, même implicitement, la décision d'acceptation.

A vrai dire, dans cette dernière hypothèse, le non paiement se justifie par le caractère occulte de la sous-traitance. Sous l'empire de l'ancienne législation, la pratique de la sous-traitance occulte a constitué un réel handicap dans la réalisation effective des marchés de travaux.

Dès lors, le nouveau code des marchés publics qui consacre la sous-traitance sous certaines conditions constitue à ce sujet une source d'innovation. A fortiori, il s'agit là d'une des exigences des règles d'éthique dans la gestion des marchés publics.

En l'état actuel du droit, dans l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement du sous traitant, deux types de contrat sont à distinguer :

- Un contrat administratif liant le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué au sous-traitant dont le contentieux relève du juge administratif ;
- Un contrat liant l'entrepreneur principal au sous-traitant pour lequel le contentieux relève de la compétence du juge judiciaire.

Aux termes de l'article 118 alinéas 7 du nouveau code des marchés publics, le titulaire du marché est personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations qui en résultent. En retenant la responsabilité du titulaire du marché, le nouveau code peut créditer l'idée chez le justiciable selon laquelle l'action directe du maître d'ouvrage contre le sous-traitant est exclue.

En définitive, notons qu'ouvrant aux entreprises spécialisées ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises, la perspective de bénéficier des commandes publiques, la sous-traitance dans les marchés publics a l'avantage de donner aux petites et moyennes entreprises des chances de se maintenir, voire de contribuer activement à la vie économique du Congo.

Armél IBARA KOUMOU DZO

LA NOUVELLE CHAÎNE DE LA DEPENSE :

Préalables, Enjeux, objectifs et procédures.

A- Préalables :

Les principaux dysfonctionnements de l'ancienne chaîne de la dépense sont :

les procédures confuses et non définies de manière précise ;

les cas d'utilisation des différentes procédures non précisées selon la nature des dépenses et des dossiers ;

le rôle des différents acteurs n'est pas clairement précisé et des interventions ont été dénaturées ou rajoutées au cours du temps sans raison rationnelle ;

le contrôle du service fait n'est pas réalisé correctement et n'engage pas réellement la responsabilité de ceux qui le font ;

l'informatisation insuffisante et parcellaire ne permet pas un suivi cohérent de la comptabilité des engagements, des ordonnancements et des paiements ;

Les délais de traitement des dossiers non déterminés qui allongent la durée de traitement et favorisent les arriérés de paiement en fin d'année.

B- Enjeux :

Dans le cadre du programme économique et financier conclu avec les institutions de Bretton-Woods ayant conduit le Congo à l'accession à l'initiative des pays pauvres très endettés, le programme d'actions gouvernemental de gestion des finances publiques ; programme d'accompagnement du programme économique et financier, prévoyait la mise en place d'une nouvelle chaîne de la dépense, un déclencheur de l'initiative PPTE.

Cette nouvelle chaîne de la dépense entre également dans le cadre des réformes d'harmonisation des finances au sein de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale.

C- Objectifs :

Les objectifs de la nouvelle chaîne de la dépense sont :

simplifier et rationaliser les procédures en vue d'en améliorer l'efficacité et la transparence de l'information sur la gestion budgétaire ;

améliorer la qualité des services rendus par les acteurs intervenant dans la chaîne de la dépense ;

décrire de manière détaillée les procédures précisant la place ou le moment, les rôles ou les tâches et le temps de traitement des dossiers par les différents acteurs ;

améliorer la qualité de la dépense nécessaire au développement économique et social.

Les procédures

Les procédures des dépenses publiques ainsi que leurs différentes étapes demeurent les mêmes :

Les quatre (4) étapes de l'exécution des procédures des dépenses :

- **L'engagement** : il consiste, au vu des bons de commande, lettre de commande, marchés ou tout autre acte administratif à établir des liasses d'engagement. C'est la liasse d'engagement dûment validée par l'administrateur de crédit et le contrôleur financier qui engage la dépense (dépense engagée). Cette étape dure cinq (5) jours.

- **La liquidation** : elle consiste à calculer et à vérifier la validité et la réalité de la dépense. Celle-ci est liquidée lorsque la liquidation est validée par l'administrateur de crédits et le contrôleur financier. Elle se matérialise par l'établissement d'un bon de liquidation au vu d'un procès-verbal de réception signé par le contrôleur financier, le gestionnaire de crédits et le service bénéficiaire.

Cette étape dure cinq (5) jours.

L'administrateur de crédits et le contrôleur financier interviennent désormais dans l'étape de l'engagement et de la liquidation. L'administrateur de crédits, c'est le ministre ou le responsable de l'institution. Il peut déléguer ses fonctions d'administrateur de crédits à des gestionnaires de crédits.

Les engagements se font par section budgétaire conformément à la structure de budget élaboré en tenant compte de l'organisation administrative des services de l'Etat.

Chaque section budgétaire ne peut être gérée que par un seul gestionnaire. Seul l'administrateur de crédits est compétent pour nommer un gestionnaire de crédits.

Le contrôleur financier est représenté par un délégué affecté à demeure dans le département ou l'institution. Sa mission est de contrôler la régularité de la dépense en vue d'améliorer la qualité de la dépense. Ses instruments de travail sont les lois et règlements en vigueur dans la République.

- **L'ordonnancement** : il consiste en l'établissement du titre de paiement (un mandat ou une ordonnance, ordre de paiement).

L'ordonnateur est le ministre des finances qui délègue ses fonctions d'ordonnateur au Directeur Général du Budget, assisté

de trois mandataires, désignés parmi les directeurs centraux de la direction générale du budget et qui signent par procuration des titres de paiement d'un montant inférieur ou égal à cinquante millions (50.000.000) de francs CFA. Cette étape dure 5 jours.

- **Le paiement** : il consiste en la prise en charge des titres de paiement, en l'établissement des titres de règlement et au paiement des dépenses.

Les titres de règlement sont : le bon de caisse, l'avis de règlement (ancien avis de crédits), l'ordre de virement, l'ordre de transfert.

La prise en charge dure trois (3) jours.

Le paiement dure quatre vingt dix (90) jours.

Les trois (3) procédures :

- **la procédure normale** : elle est utilisable pour les dépenses relatives à l'acquisition des biens et services. Elle s'applique par l'établissement des bons de commande, de lettre de commande et de marchés publics. Cette procédure se déroule en deux phases. La première phase porte sur l'engagement avec réalisation de la prestation,

La seconde concerne la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.

- **la procédure simplifiée** : elle est utilisable pour les dépenses liées aux droits constatés (loyer, consommations publiques, subvention, contribution et transferts, mission, bourses, etc.).

Elle se fonde sur un contrat de bail, une convention ou tout acte administratif constatant le droit concerné.

Cette procédure se déroule en une seule phase : engagement - liquidation - ordonnancement et liquidation. Cette phase consiste en ce que toutes les pièces (liasse d'engagement, bon de liquidation et mandat de paiement) de la phase administrative sont éditées au même moment.

- la procédure sans ordonnancement préalable anciennement appelée procédure exceptionnelle : elle est réservée à certaines dépenses en raison de leur exigibilité et de leur mode de traitement, qui peuvent être payées sans émission préalable de mandat de paiement et qui donnent lieu à une régularisation.

Il s'agit des évacuations sanitaires, de la dette publique et des caisses d'avances et de menues dépenses.

Elle se déroule en deux phases : la première phase est liée à l'engagement et au paiement. Il s'agit de l'établissement du titre de paiement provisoire (OP) directement après établissement de la liasse d'engagement sans que la liquidation ait lieu. La deuxième phase concerne la régulation.

C'est l'établissement, au vu de la copie de la liasse d'engagement, d'un bon de liquidation qui prend en compte le montant réellement payé et l'établissement du titre de paiement (mandat) de régularisation.

Le mandat est transmis au trésor pour régularisation des OP et tenue de la comptabilité définitive.

Directeur Général du Budget
Nicolas OKANDZI

VOUS POUVEZ VOUS ABONNER

À LA REVUE DES MARCHÉS PUBLICS

*Bulletin d'Abonnement à retourner accompagné de votre règlement
à l'ARMP, avenue Alfred Fournaux Plateau-Ville ex Trésor
Téléphone : 681 51 11*

Nom _____ Prénom _____ Société ou Organisme _____

Tél.: _____ E-mail _____ Adresse _____

✦ 6 mois 6 numéros 4.200 au lieu de 6.000 FCFA

✦ 1 an 12 numéros 8.400 au lieu de 12.000 FCFA

LA PUBLICITE DES ACTES RELATIFS A L'ATTRIBUTION D'UN MARCHÉ PUBLIC : LÉGALITÉ ET BIEN-FONDÉ

L'obligation de publicité prescrite par le code des marchés publics garantit le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et la transparence des procédures, le respect du principe du contradictoire et de l'opposabilité des actes de procédures ;

Le non respect des formalités de publication entraîne la nullité de la procédure de passation ou du contrat passé, à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure;

Le défaut de recours dans le délai requis, à compter de la date de publicité de l'acte faisant grief entraîne la forclusion (le requérant est forclos et sa requête sera déclarée irrecevable sans examen au fond).

La publicité de certains actes pris dans le cadre de la procédure d'attribution ou de passation des marchés publics et délégations de service public est d'une importance capitale tant pour tous les organes intervenant dans le cadre de la passation, du contrôle, de régulation et d'approbation que pour toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure.

Ainsi, la publicité des informations pertinentes en matière de passation et d'exécution des marchés publics qui présente un intérêt pratique pour l'ensemble des acteurs du système de passation des marchés publics mérite un écho sonore. Car, il s'agit en réalité, de nous interroger sur la légalité et le bien-fondé sinon l'opportunité de la publicité de ces actes intéressant le déroulement normal de la procédure d'attribution ;

Seulement, nos propos n'ont pas la prétention d'épuiser tous les débats relatifs à la nécessité de publier toutes les informations pertinentes en matière de passation et d'exécution des marchés publics, bien au contraire nous avons bien voulu illustrer, à travers quelques articles du code des marchés publics, ladite nécessité dans le cadre du processus d'attribution d'un marché public avant son entrée en vigueur.

1)- La réforme induite par le code des marchés publics du 20 mai 2009 prévoit dans ses dispositions la publicité, sous entendu la publication par insertion dans un journal officiel, national ou international, et la notification à personne de certaines mesures prises dans le cadre de la conduite de la procédure de passation des marchés publics et délégations de service public.

Aux termes de ces dispositions on peut relever par exemple que :

La publication de la décision d'attribution du marché est prévue par les dispositions des articles 88 et 97 du code des marchés publics.

Ces articles disposent respectivement :

Article 88 :

« L'attribution est notifiée au soumissionnaire retenu. Les autres soumissionnaires sont informés de la non-sélection de leur offre ; leur caution est, le cas échéant, restituée.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué publie le procès-verbal d'attribution ou le communique à tous les candidats écartés au même moment que la communication de la décision provisoire d'attribution à l'attributaire du marché. Dans tous les cas, le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué est tenu de communiquer par écrit à tout soumissionnaire écarté les motifs du rejet de son offre, le montant du marché attribué, le nom de l'attributaire, ainsi qu'une copie du procès-verbal d'attribution, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la réception de sa demande écrite » ;

Article 97 :

« Le marché entre en vigueur dès sa notification ou à une date ultérieure si le marché le prévoit. L'entrée en vigueur du marché marque le début des obligations juridiques d'exécution et, sauf dispositions contraires du marché, le début des délais de réalisation. Elle coïncide en pratique avec l'émission de l'ordre de service.

Dans les quinze jours calendaires de l'entrée en vigueur du marché, un avis d'attribution définitive est publié dans un journal des marchés publics ou tout autre journal habilité ».

La publication du Procès-verbal d'ouverture des plis est prévue par les dispositions de l'article 59 § 7 du code des marchés publics. Cet article dispose : « ce procès-verbal, auquel est jointe la liste signée des personnes présentes, est contresigné par les membres de la commission de passation des marchés et publié par la Personne responsable des marchés ».

Le bulletin officiel d'Annonces des Marchés Publics numéro 002 de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) a été le premier à publier le procès-verbal d'ouverture des plis relatif à l'aménagement et le bitumage de la route Boundji-Ewo.

La publication du Procès-verbal d'analyse et évaluation des offres est prévue par les dispositions de l'article 87 § 2 du code des marchés publics. Cet article dispose : « Le procès-verbal, établi selon un document-type, est présenté, pour approbation, à la Commission de passation des marchés. Il est validé, le cas échéant, par la direction générale du contrôle des marchés publics et fait l'objet d'une publication ».

Cette disposition garantit la transparence totale c'est-à-dire savoir comment a été évaluée l'offre et sur quelle base. L'ARMP a déjà publié dans son bulletin un procès-verbal d'analyse et examen des offres.

La publication de l'Avis d'Appel d'Offres (AAO) est prévue par l'article 20 du décret n°2009-161 du 20 mai 2009 portant attribution, organisation et fonctionnement de la cellule de gestion des marchés publics et de l'article 3 du décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant organisation, attributions et fonctionnement de l'ARMP.

Article 3 :

« gérer le site internet où sont publiées toutes les informations pertinentes en matière de passation et d'exécution des marchés publics (...) ; garantir l'information du public et des opérateurs économiques sur les procédures de passation des marchés publics et délégations de service public, en procédant à **la publication dans ses propres supports d'information, des avis d'appels d'offres, des résultats d'attribution, des montants et délais**

d'exécution des marchés publics et délégations de service public, tels que communiqués par les maîtres d'ouvrage ou les maîtres d'ouvrage délégués».

Cependant, l'ARMP n'est pas tenue de publier tous les documents à elle communiqués, lorsque cette publication n'a pas été prévue ou est de nature à compromettre l'intérêt général.

Dans ce cadre, elle n'assure que l'archivage conformément aux dispositions de l'article 3 du décret 2009-157 précité. Cet article dispose : « elle reçoit des maîtres d'ouvrage et maîtres d'ouvrage délégués copies des avis, autorisations, procès-verbaux, rapports d'évaluation, contrats et tous rapports d'activité dont elle assure la bonne tenue et la conservation par archivage ».

Ainsi, il résulte que **l'obligation de publicité prescrite par le code des marchés publics ou ses textes d'application, garantit le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et la transparence des procédures, le respect du principe du contradictoire et de l'opposabilité des actes de procédures ;**

2)- La publicité des actes relatifs à la passation des marchés assure pour le Congo sa bonne gouvernance économique et rend le nouveau système de passation plus transparent.

Dans ce cadre, l'article 46 du code des marchés publics dispose, par exemple, que « Les marchés publics par appel d'offres, dont le montant est supérieur ou égal au seuil fixé par l'arrêté visé à l'article 4 du présent décret, doivent faire l'objet d'un avis d'appel à la concurrence porté à la connaissance du public par une insertion faite, dans les mêmes termes, dans une publication nationale et/ou internationale et sous mode électronique, selon un document-modèle qui en fixera les mentions obligatoires ».

Cette obligation concerne également les avis de pré-qualification.

L'absence de publication de l'avis est sanctionnée par **la nullité de la procédure.**

Par conséquent, le non respect des formalités de publication entraîne la nullité de la procédure de passation ou du contrat passé, à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure;

3)- La publicité (publication et notification) de ces mesures est nécessaire dans la computation des délais de recours contentieux, conformément aux dispositions des articles 141 et 142 du code des marchés publics d'une part, et d'autre part, le code institue le principe de recours suspensif non juridictionnel devant être introduit éventuellement par les candidats et soumissionnaires, s'estimant injustement évincés, avant la fin de la procédure de passation du marché ou délégation de service public (articles 141 §3 et 142 § 5 du code des marchés publics ; articles 37 § 2 alinéa 7 et 42 du décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics).

Cette obligation de publicité garantit ainsi le respect du principe du contradictoire, de l'opposabilité de certaines mesures ou décisions y relatives, et assure par delà l'efficacité et la rapidité de la procédure de passation.

Moyennant quoi, le défaut de recours dans le délai requis, à compter de la date de publicité de l'acte faisant grief, entraîne la forclusion. En définitive, les obligations de publicité prescrites par le code des marchés et ses textes d'application, dont ils

en constituent le document de référence pour l'achat public, s'appliquent non seulement aux marchés publics, mais également aux conventions de délégations de service public qu'entendent contracter les autorités délégantes au cours de l'année à savoir les affermagés de service public, les concessions de service public et les régies intéressées.

Par ailleurs, la passation des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée autre que la Délégation Générale des Grands Travaux (article 11 § 3 du code des marchés publics) sont désormais soumises aux obligations de publicité et de mise en concurrence dans les conditions similaires à celles des marchés de prestations intellectuelles. Il en va de même pour les conventions de maîtrise d'œuvre.

Le Bulletin officiel d'Annonces des Marchés publics est incontestablement dans ce cadre une référence officielle d'informations et de communication utile pour toute personne intéressée aux marchés publics.

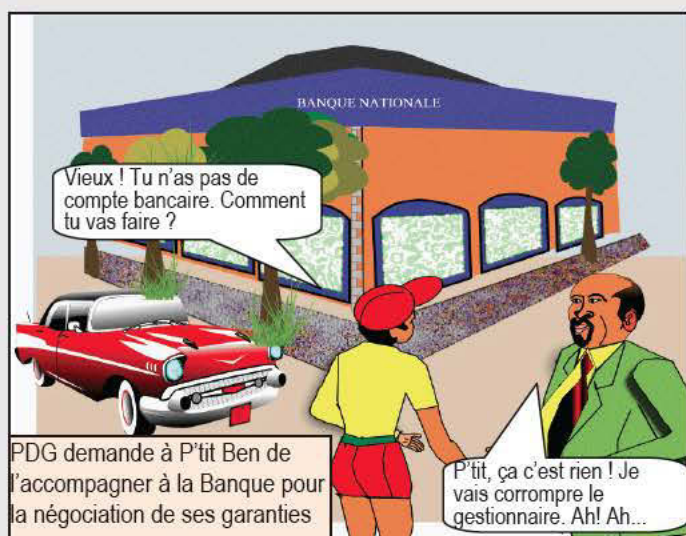
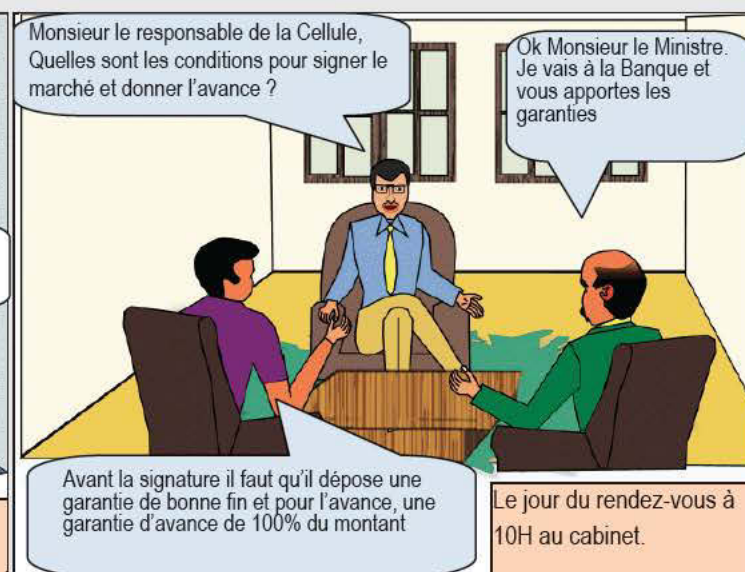
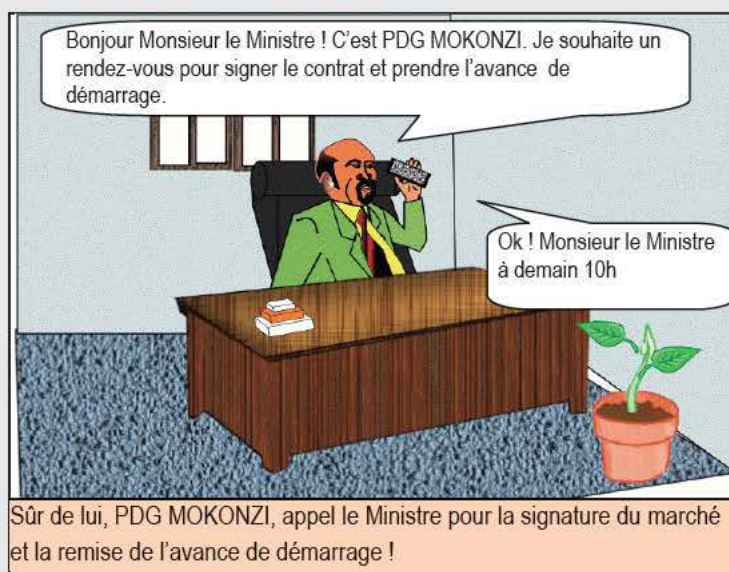
Lucien ELENGA

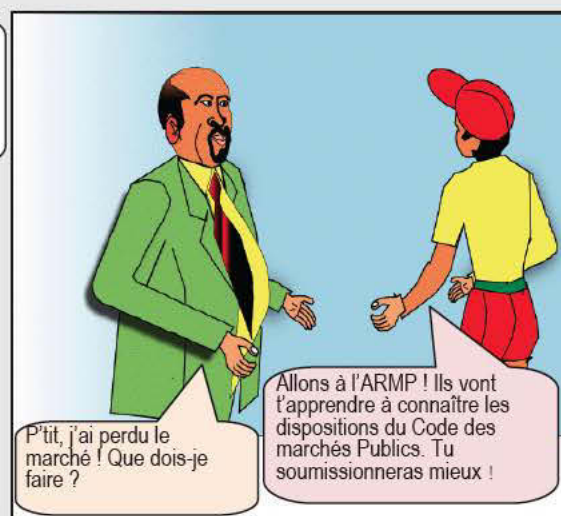
A l'occasion de la fête du 1er Mai, la Direction Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés publics, souhaite Bonne fête à tous les travailleurs Et longue vie au nouveau système de passation des Marchés Publics ...

Les aventures du PDG Mokonzi et du Petit Ben

Ah ! les Garanties bancaires c'est dur d'être !

Scénario, texte & illustration, Bernard OLLOY





A suivre au prochain numéro ...

*Dans le prochain numéro, une
Nouvelle Bande dessinée :*

**Les mésaventures de la Cellule
de Gestion des marchés
publics *EWAWA* !**

*La Cellule connaît-tout qui ne veut pas se
former à l'ARMP*

OUVERTURE DES OFFRES PAR L'EXEMPLE

Bernard OLLOY

Directeur de la formation et des appuis techniques

Le Mardi 13 avril à 8h00, a eu lieu au siège du Comité d'organisation du cinquantième de l'indépendance du Congo, une cérémonie d'ouverture des plis relatifs au Dossier d'appel d'offre N° AON 003-COCIRC/2010, pour la fourniture des pagnes imprimés aux logos du cinquantième de l'indépendance de la République du Congo.

A l'issue de la publication de l'avis d'appel d'offres, 46 dossiers ont été acquis par les candidats et 24 offres ont été déposées par les soumissionnaires.



Le Secrétaire général du Comité d'organisation du cinquantième de l'indépendance de la République du Congo, présidant la séance d'ouverture des plis

Il sied ici, d'utiliser cette cérémonie d'ouverture pour illustrer les principes du déroulement d'une séance d'ouverture des plis.

La réception et l'ouverture des offres est, dans le processus de passation des marchés, l'étape qui suit l'élaboration du Dossier

d'appel d'offres et la publication de l'avis d'appel d'offre.

C'est donc la troisième étape du processus. Sa mise en œuvre répond à un certain nombre de principe qui peuvent être structurés en cinq (05) étapes ci-après :

1. la Personne responsable des marchés publics convoque les membres de la Commission de passation des marchés cinq (05) jours francs avant la date prévue pour l'ouverture des plis.
2. à la date prévue, la Personne responsable des marchés publics procède à l'ouverture des plis, en présence des représentants des soumissionnaires à la date et l'heure indiquées dans les données particulières de l'Appel d'offres (DPAO).
3. le présidium de la Séance est assuré par le Président, chargé de l'ouverture des plis, lequel est assisté de :
 - un rapporteur, chargé de prendre note des informations sur chaque soumissionnaire lues à haute voix pendant le processus d'ouverture et de rédiger le procès verbal d'ouverture des offres ;
 - un assistant chargé de retirer les offres des caisses où elles sont conservées pour les remettre à l'autorité chargée de l'ouverture. Il procède ensuite au rangement des originaux et des copies dans des boîtes séparées ;

- un scribe, chargé d'écrire au tableau toutes les informations, sur chaque soumission, lues à haute voix.
 - La rapporteur prend également note sur le formulaire de préparation du procès-verbal d'ouverture des offres ;
4. le cérémonial proprement dit se déroule comme suit :
- L'assistant retire la première enveloppe (celle numérotée « 1 ») de la caisse de conservation et la remet à la personne chargée de l'ouverture des plis.
 - celui-ci présente l'enveloppe au public pour constater qu'elle a ou n'a pas de signes particuliers pouvant permettre son identification.
 - il ouvre ensuite l'enveloppe extérieure et fait constater l'existence éventuelle de l'original et des copies.
 - il ouvre l'enveloppe marquée « original » et lit les mentions nécessaires à haute voix, il s'agit notamment, (i) du nom du soumissionnaire, (ii) des modifications éventuelles sur l'offre, (iii) du prix de l'offre et des rabais éventuels accordés, (iv) de la garantie financière, (v) et tous autres détails jugés utiles.
 - Le scribe reporte toutes ses informations lues sur le tableau placé à cet effet ;
 - Les offres dépouillées et lues sont ensuite remises à l'assistant qui reclasse dans des boîtes séparées, les originaux et les copies.



Présentation et ouverture des enveloppes



Enregistrement des données sur les offres par le secrétaire de la séance



Une autre vue des participants à la séance d'ouverture des plis

5. A la fin de la séance, le rapporteur préparer le procès-verbal d'ouverture des plis lequel est signé par tous les membres de la Commission de passation des marchés.

STATISTIQUES : AVIS GÉNÉRAUX DE PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS, AVIS D'APPEL D'OFFRES

Les engagements de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics sur le bon fonctionnement du nouveau système de passation des marchés publics commencent à produire ses fruits. Certaines Personnes Responsables des Marchés Publics, à travers leurs Cellules de Gestion des Marchés Publics, ne ménagent aucun effort pour les amener à faire publier, conformément à la loi, les actes tels que :
Les avis généraux de passation de marchés publics ;
Les avis d'appel d'offres ou de sollicitation à manifestation d'intérêt ;

Les procès-verbaux d'ouverture des plis ;
Les procès-verbaux d'analyse des offres ;
Les décisions d'attribution provisoire des marchés.

Parmi les Maîtres d'ouvrage et/ou Maîtres d'ouvrage délégués qui suivent aux pas la marche scrupuleuse, sinon presque, ce nouveau système figurent ceux faisant partie des tableaux 1 et 2 suivants :

Tableau 1 : Structures ayant publié leurs avis généraux dans les colonnes de l'ARMP.

Types de marchés Ministères	Travaux	Fournitures	Autres prestations	Prestations intellectuelles	Total
Ministère de la sante et de la population	18	53	28	2	101
Ministère de la culture et des arts	4	4	0	6	14
Ministère de la recherche scientifique	15	18	0	12	45
Ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi	29	23	0	8	60
Ministère de l'équipement et des travaux publics	48	2	0	7	57
Ministère à la présidence, chargé des zones économiques spéciales	0	4	0	7	11
Ministère des transports, de l'aviation Civile et de la marine marchande	18	18	0	21	57
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	6	15	0	1	22
Ministère des petites, moyennes entreprises et de l'artisanat	10	3	0	11	24
Ministère du développement durable, de l'économie forestière et de l'environnement	19	23	0	8	50
Ministère délégué auprès du ministère des transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, chargé de la marine marchande	5	7	16	1	29
Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'Etat	0	5	0	7	12
Ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité	8	13	0	21	42
Ministère des Sports et de l'Education physique	6	6	0	0	12
Ministère des Hydrocarbures	2	12	0	14	28
Ministère des Mines et de la Géologie	1	19	0	23	43
Total	189	225	44	149	607



Jean-Marie KINTEKOTO

Directeur des statistiques et de la Documentation

Source : Direction des Statistiques et de la Documentation de l'ARMP

A ce stade d'évolution et de comparaison de marchés de ce nouveau système, il apparaît clairement, d'une part et d'une manière partielle

que les marchés de fournitures l'emportent sur les autres types de marchés, soit 37%, tandis que celui des autres prestations de services autres que les prestations intellectuelles viennent en queue de peloton, soit 7%.

D'autre part, c'est le Ministère de la santé et de la population qui dispose du plus grand nombre de marchés à passer, soit 17%. Par contre, le Ministère à la présidence, chargé des zones économiques spéciales, dispose du plus petit nombre, soit 2% dans cet échantillon.

Les informations détaillées desdites données sont à retrouver dans les différents bulletins officiels d'annonces des marchés publics, compilés et publiés chaque mercredi de la semaine par l'ARMP. C'est le cas des données du tableau 2 ci-dessous, présentant la structure des avis publiés jusqu'à ce jour.

Tableau 2 : Structures ayant publié les avis d'appel d'offres, de sollicitation à manifestation d'intérêt et demandes de cotation, dans les colonnes de l'ARMP

Avis Structures	Appel d'offres	Manifestations d'intérêt	Demande de Cotation	Total
Comité d'organisation du cinquantenaire de l'indépendance du Congo	3	1	0	4
Délégation générale des grands travaux	7	1	0	8
Projet d'appui à l'éducation de base	0	1	0	1
Ministère de la Culture et des Arts	1	0	0	1
Ministère de la Santé et de la Population	11	0	15	26
Total	22	3	15	40

Source : Direction des Statistiques et de la Documentation de l'ARMP

Ce tableau traduit dans les faits la prise de conscience des Maîtres d'ouvrage et/ou Maîtres d'ouvrages délégués de l'obligation faite par le nouveau code des marchés publics, de publier tous les avis d'appel d'offres, les résultats d'attribution, les montants et délais d'exécution des marchés publics et délégations de services publics dans les colonnes de l'ARMP.

C'est dans ce contexte que la Délégation Générale des Grands Travaux est le pionnier dans la transparence et l'équité, en procédant à la publication des procès-verbaux d'ouverture des plis et d'analyse des offres ainsi que de la décision d'attribution provisoire du marché de travaux et de bitumage de la route Boundji-Ewo, dans le bulletin officiel d'annonces des marchés publics n° 002 du 7 avril 2010, symbole d'un signal fort dans cette nouvelle culture.



Groupe pétrolier dont la mission est de contribuer à la gestion et la valorisation du patrimoine pétrolier congolais, la Société Nationale des Pétroles du Congo est un établissement public à caractère industriel et commercial. Doté d'une personnalité morale et d'une autonomie financière, son capital est de 81.334.654.844 de Francs CFA.

La SNPC participe à l'exploration et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures du Congo en partenariat avec des compagnies internationales.

Monsieur Denis Auguste Marie GOKANA est le Président Directeur Général du Groupe SNPC depuis le 18 janvier 2005.

La SNPC a pour ambition d'asseoir en son sein une expertise dans la chaîne de l'industrie pétrolière.

Notre vision est de faire de la Société Nationale des Pétroles du Congo une société productrice de pétrole à part entière afin de développer et de maintenir un pôle industriel pétrolier proactif.

Porter l'énergie de l'avenir.

Tour SNPC, Avenue Paul Doumer
Boîte postale : 188 Brazzaville
République du Congo
Téléphone : (+242) 281 09 64
Fax : (+242) 281 04 92
Site web : www.snpc-group.com